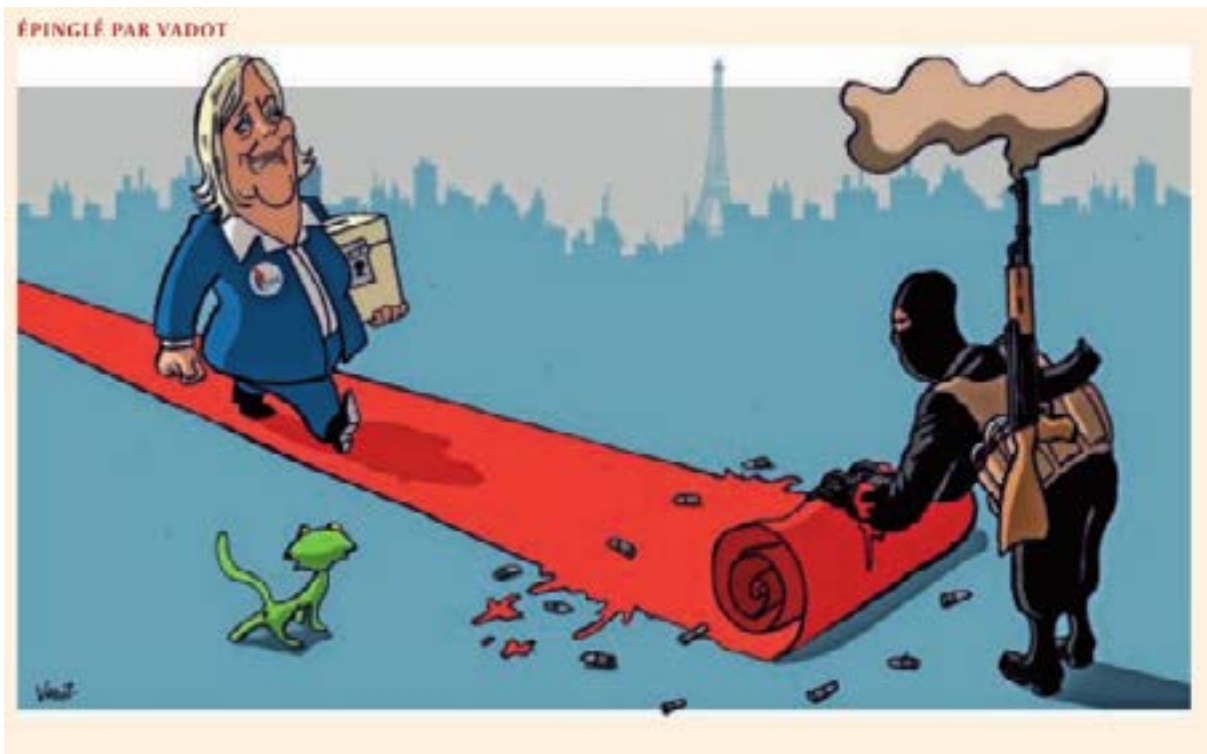




FONDATION
CECIN'EST PAS UNE CRISE

« Le véritable ennemi public n°1 : c'est **l'ignorance** »

Décembre 2015 - Revue N°4



© Vadot - L'Echo - 8-12-15

« La meilleure façon de lutter contre le racisme
et l'intolérance, c'est d'enrichir
nos connaissances et nos imaginaires. »

LILIAN THURAM,

Mes étoiles noires

Ed. Philippe Rey, 2010



FONDATION
CECIN'EST PAS UNE CRISE

UN MOT DU PRÉSIDENT



JEAN-PASCAL LABILLE,
*Président de Ceci n'est pas une crise,
Ancien Ministre et Secrétaire général de Solidaris.*

Chers lecteurs,

Il m'est évidemment impossible, pour introduire ce numéro, de ne pas faire allusion au contexte que nous vivons aujourd'hui.

Qu'il s'agisse des attentats à Paris, qu'il s'agisse de la menace sur notre territoire, qu'il s'agisse du résultat interpellant et alarmant du FN français lors des élections de ce dimanche 13 décembre en France, qu'il s'agisse des propos simplement indécents qu'un candidat à la Maison blanche a tenu il y a quelques jours...

Il est impossible d'en faire abstraction.

Les premières pages de cette édition y sont donc consacrées.

Il ne m'appartient pas, ici, d'entrer dans des considérations sur ce qu'il convient de faire, de ne pas faire, de dire ou de ne pas dire.

Je reste simplement plus convaincu que jamais par une chose : c'est l'éducation qui sortira notre société des maux qui sont les siens aujourd'hui.

L'éducation, la tolérance, le respect et le goût de l'autre – ces valeurs que la Fondation Ceci n'est pas une crise défend et continuera, avec beaucoup d'humilité mais beaucoup de conviction, à défendre.

Ce numéro reprend donc aussi des réflexions de fond sur celles-ci : l'Humanisme et l'importance de mettre la jeunesse au centre de nos préoccupations.

Comme le dit Lilian Thuram dans son ouvrage « Mes étoiles noires », en reprenant les mots de Frantz Fanon : *Nous ne sommes rien sur terre, si nous ne sommes d'abord les esclaves d'une cause, de la cause des peuples, la cause de la justice et de la liberté.*

Cette cause, elle est la nôtre, et elle est la vôtre.

Bonne lecture.

Jean-Pascal Labille,
Président

SOMMAIRE

Ne tombons pas dans le piège que Daech nous tend, Un appel de la Fondation Ceci n'est pas une crise, 16 novembre 2015	p.07
« Ce n'est qu'en projetant un véritable avenir qu'on pourra combattre Daech », Une interview de Bernard Stiegler, par M. Nasi, Le Monde, 19 novembre 2015	p.09
Douce France, Un billet d'Eric de Beukelaer, Blog personnel, 7 décembre 2015	p.10
« Les électeurs du FN adhèrent au diagnostic de ce parti » Une interview d'Alain Mergier, par M. Nasi, La Croix, 7 décembre 2015	p.11
Front National : notre argumentaire en 20 fiches, Mediapart, 13 février 2012	p.12
Les deux humanismes, Edgar Morin, Le Monde Diplomatique, octobre 2015	p.14
Redéfinir le droit des hommes, des citoyens et de la société Extrait de «Ceci n'est pas une crise», septembre 2015	p.17
Conférence « Oser la jeunesse » - Lilian Thuram & Vincent Cespedes Extraits choisis de la conférence du 25 novembre à Namur	p.18
Quelques chiffres sur la jeunesse, Iweps, analyses 2014 ; Thermomètre Solidaris, janvier 2015	p.19
Sur la Fondation et son premier livre, Une opinion de Philippe Lallemand, le 15è jour du mois, novembre 2015	p.20
Agenda	p.21
Nos administrateurs	p.22

NE TOMBONS PAS DANS LE PIÈGE QUE DAECH NOUS TEND

**AU LENDEMAIN DES ATTENTATS DE PARIS,
LA FONDATION CECI N'EST PAS UNE CRISE
A PUBLIÉ CET APPEL.**

Une fois encore, Daech frappe au cœur de nos démocraties.

Ces actions meurtrières s'inscrivent dans une stratégie que ses penseurs ont élaborée. Leur but est de créer des clivages au sein de nos sociétés, pour les affaiblir, pour les conquérir et pour étendre leur califat.

Dans cet objectif, ils ont théorisé l'usage de la terreur. Cela va des décapitations filmées et diffusées largement, aux viols de masse et aux attaques aveugles au sein de nos villes.

Ne nous méprenons pas, c'est la logique d'un groupe visant à étendre un pouvoir politique. En instrumentalisant la religion, l'identitaire.

Somber dans la peur et développer la méfiance des uns à l'égard des autres, particulièrement entre musulmans et non musulmans serait s'inscrire dans la stratégie de Daech.

Plus que jamais, nous exhortons à la bienveillance à l'égard des musulmans, et spécialement à l'égard des réfugiés qui fuient précisément les massacres de Daech.

Ne tombons pas dans le piège que Daech nous tend.



La pente la plus facile serait la haine et des mesures strictement sécuritaires, même si ces dernières sont indispensables.

Menons une lutte aussi implacable que sans pitié contre ces extrémistes.

Mais renforçons la solidarité au sein de nos sociétés.

Développons un combat culturel contre l'idéologie de Daech.

Avec les enseignants, les associations de terrain, la presse et les mandataires publics, décodons le projet de Daech.

Dépassons les émotions et la peur en faisant la pédagogie de ce qu'est, en réalité, l'idéologie qui sous-tend cette violence.

Notre devoir citoyen doit consister à protéger le droit absolu de vivre libre et en paix.

Résistons, agissons et proposons ensemble !

Bruxelles, le 16 novembre 2015

« CE N'EST QU'EN PROJETANT UN VÉRITABLE AVENIR QU'ON POURRA COMBATTRE DAECH »

UNE INTERVIEW DE BERNARD STIEGLER :

Pour le philosophe Bernard Stiegler, *la guerre est économique*. L'effondrement de l'emploi engendre le désespoir qui engendre à son tour la violence. *Il n'y a pas d'avenir hors d'un renversement fondamental de la valeur en économie*, explique-t-il.

« *Nous sommes en guerre* », martèle le président de la République depuis les attentats du 13 novembre. Est-ce que vous vous reconnaissez dans cette guerre ?

Bernard Stiegler : *Non. Que veut dire ce "nous" ? Ils sont en guerre, pas moi. La guerre est économique, c'est la leur, et elle fait des victimes, dont moi, qui ne dors plus la nuit, non pas à cause des terroristes, mais à cause de l'absence d'avenir de mes enfants. Ce n'est pas de guerre contre Daech qu'il s'agit, mais de guerre économique et mondiale, qui nous entraînera dans la guerre civile si nous ne la combattons pas.*

L'emploi va s'effondrer, notamment auprès des jeunes. Et le désespoir engendre la violence... On ne produit plus de raisons d'espérer aujourd'hui. Les attentats du 13 novembre sont des attentats-suicides, et ce n'est pas anodin : le suicide est en voie de développement dans le monde entier, et en particulier auprès d'une jeunesse qui sait qu'elle sera au chômage pendant très longtemps.

Ni Hollande ni Sarkozy n'ont donné la moindre perspective à ces jeunes. C'est contre cette bêtise, cette folie,

que je suis en guerre. Une guerre contre moi-même aussi : nous sommes tous soumis à cette tendance qui consiste à trouver des boucs émissaires, à ne pas réfléchir, à cogner. C'est cela la barbarie, et c'est exactement ce que veut Daech : créer la guerre civile. Il y aura d'autres attentats si on ne change pas de politique. C'est le contexte de mon prochain livre, Dans la disruption.

Qu'entendez-vous par disruption ?

La disruption est un phénomène d'accélération de l'innovation qui est à la base de la stratégie développée dans la Silicon Valley : il s'agit d'aller plus vite que les sociétés pour leur imposer des modèles qui détruisent les structures sociales et rendent la puissance publique impuissante. C'est une stratégie de tétanisation de l'adversaire.

Dans mon ouvrage, j'analyse un texte signé Abu Bakr Al-Naji, tel que le résume Ignace Leverrier, qui désigne un collectif, dont d'anciens agents de Saddam Hussein devenus islamistes. C'est une sorte de « book » de Daech : à l'image des bibles d'entreprise qui détaillent les règles pour monter une concession, ce livre explique aux acteurs de Daech comment prendre le pouvoir. Il faut semer le chaos et à partir de là exploiter le besoin d'autorité.

Je compare cette stratégie à celle du site Les barbares attaquent, fondé par Nicolas Colin, un ancien inspecteur des finances, connu pour son rapport sur la fiscalité du numérique, où il mettait en évidence l'inadéquation du système fiscal face à l'industrie numérique, qu'il décrivait comme des « cavaliers de l'Apocalypse », en l'occurrence les GAFA [acronyme pour Google, Apple, Facebook et Amazon].

Il est désormais passé de l'autre côté, du service public à l'économie dont il décrivait les dégâts, pour créer un fonds d'investissement qui collecte de l'argent pour pratiquer la disruption à la française. Mais qui, répétant la stratégie des GAFA, ne peut qu'étendre leur écosystème et intensifier la colonisation de l'Europe : faire exploser les transports, l'immobilier, l'éducation, toutes les filières, via de nouveaux modèles type Uber. Or cette pratique disruptive détruit les équilibres sociaux – ce que [le philosophe allemand] Theodor W. Adorno anticipait en parlant dès 1944 de « nouvelle forme de barbarie » à propos des industries culturelles.

Ce n'est pas en déclarant la guerre à Daech que cela s'arrangera. Cette déclaration n'est qu'une manière de se débarrasser de ses propres responsabilités en faisant porter le chapeau à des gens devenus extrêmement dangereux et que nous avons coproduit avec Daech.

C'est donc sur les ruines de l'ultralibéralisme que se construit la radicalisation ?

Oui. On ramène le radicalisme à une question de religion, et c'est scandaleux. La plupart des recrues de l'islam radical n'ont pas de culture religieuse. Ce n'est pas de religion dont il s'agit, mais de désespoir. Richard Durn, l'assassin de huit membres du conseil municipal de Nanterre en mars 2002, anticipe son acte en parlant de son sentiment de ne pas exister : il a voulu devenir quelqu'un par ce geste.

En 2012, vous lanciez un appel pour un traité mondial de paix économique. Est-ce une solution toujours d'actualité pour éradiquer la barbarie ?

Il faut ouvrir un débat en Europe, regarder les choses en face : depuis la naissance du Web, nous sommes totalement perdants. Exploitées à la façon disruptive telle que les GAFAM la pratiquent, les technologies numériques accentuent la toxicité environnementale qui ne cesse de croître depuis le début de l'Anthropocène – cette ère où l'humain est devenu un facteur géologique majeur - en termes climatiques, atmosphériques, mentaux.

Il n'y a pas d'avenir hors d'un renversement fondamental de la valeur en économie : seul le passage à une économie productrice de valeur durable permettra de surmonter le défi qui sera l'objet de la COP21 dès la semaine prochaine.

Lançons une nouvelle politique européenne plutôt que de nous aligner sur un modèle américain disruptif qui est suicidaire. Inventons un nouveau Web, au service d'un modèle macroéconomique viable, plutôt que de développer une data economy totalement ruineuse. Ce sera le thème des « Entretiens du nouveau monde industriel », organisés au Centre Pompidou les 14 et 15 décembre. Ce n'est qu'en projetant un véritable avenir pour la planète que l'on pourra combattre Daech, c'est-à-dire le désespoir.

Propos recueillis par **Margherita Nasi**
Le Monde, le 19 novembre 2015

DOUCE FRANCE...

UN BILLET D'HUMEUR D'ÉRIC DE BEUKELAER

Que dire sur la situation politique en France ? Je ne suis pas Français, ce qui appelle la réserve. De plus – comme prêtre – je dois me tenir à distance de la politique partisane. Faut-il pour autant se taire ? C'est avec ce choix cornélien en tête que, hier soir, j'ai été me coucher.

Avant d'éteindre la lumière, j'aime lire une page ou deux d'un ouvrage qui traîne sur ma table de nuit, histoire de me changer les idées. Il se fait que – pour mon anniversaire – mes parents m'ont offert un vieil exemplaire des « Carnets du major Thompson », un livre publié en 1954 par Pierre Daninos (1913-2015) Je l'avais lu, il y a plus de 30 ans. Le livre se veut distrayant et décrit le regard étonné d'un gentleman britannique habitant Paris, posé sur le peuple français.

Or, voici ce que – hier soir – j'ai lu à la p.32 des « Carnets ». Le major Thomson parle des Français, en ces termes : « *Cet état de menace où sans cesse il se croit acculé, semble le mobiliser dans un état permanent de self-défense. C'est ce qui ressort clairement quand deux Français se demandent de leurs nouvelles. A l'étranger, on va bien, on va mal, on va. En France : On se défend ... Il y a dans le « Je me défends comme je peux » du Français moyen le cas d'un perpétuel assiégé. Qui donc investit le gentil Français ? (...) C'est tout le monde : les patrons pour les employés, les employés pour les patrons, les domestiques pour les maîtres de maison, les maîtres de maison pour les domestiques, les automobilistes pour les piétons, les piétons pour les automobilistes, et, pour les uns comme pour les autres, les grands ennemis communs : l'Etat, le fisc, l'étranger.*

L'analyse se veut humoristique et vaut ce qu'elle vaut, mais, par les temps qui courent, il n'est pas inutile d'ici rappeler ici, que celui qui s'exprime, est à 100%... Français.



ERIC DE BEUKELAER,

Administrateur de Ceci n'est pas une crise,
Curé-Doyen du Centre - Liège.

En contrepoint, cet ami français – catholique et admirateur du Général – qui a publié sur sa page Facebook, un beau poème de Charles Péguy (1873-1914) – comme pour conjurer le vent mauvais qui souffle sur son pays. Il s'intitule « La France peuple jardinier » :

*Français,
Peuple honnête, plein de jeunesse, plein de ma jeunesse et de ma grâce,
Les eaux du ciel, tu n'en es point intimidé,
Tu n'en es point embarrassé, les eaux du ciel tu les détournes.
Les jours mauvais pleuvent et pleuvent, ils ne te corrompent point.
Au contraire, peuple qui assainis tout,
France, ma fille aînée,
Les jours mauvais tu n'en fais point des corruptions et des pestilences,
Des eaux corrompues, des eaux mortes,
Les jours mauvais, tu n'en fais point des mortes eaux,
Toute glaireuses.
Mais jardinier, peuple jardinier, tu en fais ces beaux ruisselets d'eau vive.
Qui arrosent les plus beaux jardins.
Qu'il n'y ait jamais eu au monde (...)*

Eric de Beukelaer

[Blog personnel](#)

7 décembre 2015

« LES ÉLECTEURS DU FN ADHÉRENT AU DIAGNOSTIC DE CE PARTI »

UNE INTERVIEW D'ALAIN MERGIER

Pour le sociologue Alain Mergier, directeur de l'institut WEI, spécialiste de l'électorat populaire et du vote d'extrême droite, il faut définitivement écarter l'idée d'un vote de contestation.

Le haut score du Front national est-il conjoncturel ?

Alain Mergier : *À la suite des attentats de janvier, nous avons émis l'hypothèse, avec Jérôme Fourquet (1) que ces drames avaient eu un effet catalyseur. Nous avons passé un seuil. Ce qui était le plafond est devenu le plancher.*

En gros, entre 27 % et 30 % des électeurs sont attirés vers le FN et tout laisse à penser que cela constitue le socle d'une tendance partie pour durer. Le résultat de dimanche 6 décembre n'est pas conjoncturel. Les événements d'actualité confortent l'électeur dans son vote, mais les éléments qui en constituent l'assise sont durables.

Y a-t-il un vote FN plus économique dans le nord, et un autre plus culturel dans le sud ?

Non, je ne le pense pas. Il est certain que Marion Maréchal-Le Pen cherche à toucher un électorat plus conservateur en Paca, alors que cela n'est pas le souci de Marine Le Pen. Mais au-delà de cette dimension stratégique, le vote FN est motivé par une triple fracture, géographique, économique et culturelle.

Ce sont les mêmes motivations qui peuvent s'imbriquer de manière différente, selon les cas, mais qui produisent un même sentiment d'exclusion. Pour faire simple, les électeurs FN s'estiment être les victimes de la globalisation : les délocalisations entraînent le chômage, l'immigration provoque l'insécurité...

Ce n'est pas un simple vote de protestation ?

Il faut définitivement écarter cette idée. Les électeurs du Front national n'adressent pas un message de mécontentement au parti au pouvoir mais ils expriment une adhésion. À quoi ? À un programme, sans doute pas, mais au moins à un diagnostic que l'on peut résumer ainsi : les électeurs FN ressentent une insécurité dans leur relation avec les autres.

Au quotidien, en permanence, ils vivent des incompréhensions, des incivilités qui entretiennent une impression de déstabilisation. Au départ, à la base, il y a ce malaise dans la vie quotidienne.

À un deuxième niveau, les électeurs FN adhèrent à un ensemble de grands thèmes articulés à ce diagnostic, comme le besoin de frontières. Il existe un électorat traditionnel, xénophobe et raciste du FN. Mais il y a aussi toute une partie qui n'est pas motivée par le rejet de l'autre mais par un malaise, une inquiétude pour leur vie et pour celle de leurs enfants.

J'ai beaucoup travaillé sur ces nouveaux électeurs, ceux qui propulsent aujourd'hui le parti à des niveaux inégalés. Ce sont très rarement des racistes, du moins au départ. Avec des événements comme les attentats, ils peuvent le devenir.

Comment expliquer que le vote FN se développe dans des territoires où il n'y a pas ou peu d'immigrés ?

D'abord il ne faut réduire le vote FN à la question de l'immigration. Ensuite, le rapport au réel passe par le biais des médias. Aujourd'hui, je vois des personnes qui, bien que vivant loin de Paris, ont été terrorisées par les attentats. La transformation du paysage médiatique par les chaînes d'info en continu et surtout par les médias électroniques favorise les discours populistes.

L'instantanéité des commentaires sur l'information ne permet pas une approche rationnelle des événements. Comment la démocratie peut-elle fonctionner si elle n'a plus les moyens d'éclairer les choix des citoyens ? Sans doute est-ce le défi le plus important pour elle aujourd'hui.

Propos recueillis par **Bernard Gorce**
La Croix, 7 décembre 2015

(1) « Janvier 2015, l'effet catalyseur », à télécharger sur le site www.jean-jaures.org

FRONT NATIONAL: NOTRE CONTRE- ARGUMENTAIRE EN 20 FICHES

UN DOCUMENT DE MEDIAPART

Il faut malheureusement prendre au sérieux le Front national et sa candidate, Marine Le Pen. Solidement installé depuis un quart de siècle, ce parti d'extrême droite peut encore surprendre. Mediapart a donc mené l'autopsie de son programme. Proposition par proposition, nous vous présentons son décryptage ainsi que notre contre-argumentaire. En vingt fiches techniques, comment dire *Non* au FN.

Comment évaluer le projet du Front national ? On pourrait l'écartier d'un revers de main, jugeant que les élucubrations xénophobes de la chef du parti d'extrême droite, Marine Le Pen, ne méritent pas de s'y attarder. Solidement installé dans le paysage politique depuis plus d'un quart de siècle, présent au second tour de l'élection présidentielle de 2002, susceptible de bouleverser une fois de plus cette élection, il faut malheureusement prendre au sérieux le Front national.

Mediapart l'a donc fait en s'astreignant à lire, ligne à ligne, les principaux documents programmatiques rendus publics. A quelques jours de la «convention présidentielle» de Marine Le Pen, qui se tiendra les 18 et 19 février à Lille, nous avons passé en revue la totalité des propositions du FN et de sa présidente. Celles développées dans son projet 2012, et celles annoncées récemment dans les médias.

Plusieurs livres et études publiés ces derniers mois donnent des contre-argumentaires, souvent pertinents. Pour notre part, nous avons choisi de produire notre propre boîte à outils pour répondre au projet du FN : une sélection de nos enquêtes et reportages sur le Front national de Marine Le Pen, mais surtout 20 fiches thématiques.

Chacune de ces fiches expose, décrypte et explicite un des 30 volets du projet de la formation d'extrême droite. Réalisé peu avant la présidentielle de 2012, ce travail de décryptage est toujours d'actualité. De ce qui était le programme Le Pen en 2012, nous pouvons tirer cinq enseignements principaux.

Le premier enseignement est que le Front national n'a rien oublié de son histoire et de ses racines. Il est bel et bien le parti de l'extrême droite française, qui va chercher dans l'entre-deux-guerres, le pétainisme et l'antigaullisme une partie de ses inspirations.

On pouvait penser cette filiation oubliée pour construire, sous l'influence de plusieurs mouvements de ce type en Europe, un populisme radical. Ce n'est pas le cas.

Le «nouveau FN» continue ainsi à copier-coller de nombreuses propositions du FN de Jean-Marie Le Pen. Si la fille a laissé entendre qu'elle était plus *moderne* que son père, car elle est *une femme de son temps*, les fondamentaux demeurent : *préférence nationale* (rebaptisée *priorité nationale*), stigmatisation des étrangers et obsession de l'immigration, rétablissement de la peine de mort par référendum, lutte contre l'avortement, opposition à la légalisation de l'euthanasie, politique familiale nataliste, retour à l'école d'avant 1968, mariage et adoption réservés aux couples hétérosexuels, etc.

Le deuxième enseignement est plus surprenant. Il tient à la faiblesse de l'expertise, de la précision et de la cohérence de cet ensemble programmatique. L'analyse de l'état de la société française relève d'un salmigondis de revues de presse, empruntant, dans le plus grand désordre, statistiques ou travaux de recherche. Des affirmations contenues dans un chapitre sont contredites dans un autre. Des chiffres trouvés ici ne sont plus les mêmes là. Des mesures sont clairement hors du cadre idéologique...

Ce manque de cohérence et de fiabilité vient souligner ce qu'est encore aujourd'hui le Front national : le parti des Le Pen, entreprise dynastique, où le travail théorique, la construction d'un corpus idéologique et l'affichage d'une véritable volonté de gouverner ne sont qu'accessoires. Le Front national demeure ce parti tribunitien construit sur les charismes du père puis de la fille. A contrario, imaginerait-on le FN aussi puissant si Bruno Gollnisch en était aujourd'hui le président ? En un quart de siècle de présence massive dans le champ politique, cette formation n'est donc pas parvenue à dépasser le stade des slogans et imprécations. C'est une raison d'espérer.

Le troisième enseignement peut être également une bonne nouvelle. L'immense majorité du programme du Front national est simplement inapplicable sauf à faire de ce pays une table rase. L'essentiel de son programme économique est une vue de l'esprit. L'ensemble des chiffres est totalement fantaisiste. Le 12 janvier d'ailleurs, la présidente du FN avait convoqué la presse pour une mise en scène de graphiques, tableaux et chiffres. Un mois plus tard, cet exercice de chiffrage était mis à bas par le numéro 2 du FN, Louis Aliot. Invité de «Radio France Politique» le 5 février, il expliquait : *Bah... c'est financé, il suffira de mettre le budget en ordre de marche, de récupérer la compétitivité, la croissance, de faire des économies, c'est de la macro-économie.*



En plein exercice incantatoire, Louis Aliot ajoutait : *Il faut dire : la candidate c'est Marine Le Pen, il y a un projet. Il y a des économies à faire sur des postes budgétaires, c'est une économie d'ensemble qu'il faut voir, il ne faut pas sectoriser les mesures.* Marine Le Pen tombe ainsi en plein dans le travers qu'elle croit voir chez ses adversaires : *des slogans publicitaires aussi vides que creux.* La campagne électorale peut ainsi être un moment de pédagogie citoyenne qui permettra de démonter un programme fantasmagorique : à condition, justement, que ses adversaires en fassent une priorité.

Le quatrième enseignement est, lui, des plus inquiétants. On peut juger inapplicable ce projet et constater dans le même temps qu'il est porteur de ce qu'il faut bien appeler une guerre civile. Les remises en cause fondamentales des droits et libertés des citoyens, le pétaïnisme social, l'exacerbation de la priorité nationale articulée à une persécution des étrangers ou des Français d'origine étrangère sont autant de garanties de mettre le pays à feu et à sang.

L'isolement d'une France barricadée derrière ses frontières, ayant rompu avec l'Europe, donc indirectement avec les autres puissances démocratiques, est un autre danger funeste. Enfin le désastre économique programmé et la ruine de pans entiers de notre économie (agriculture, par exemple) rendraient simplement insupportable au pays une telle thérapie. On objectera que les programmes sont faits pour ne pas être appliqués. C'est d'ailleurs ce que le FN avait fait dans ses très rares conquêtes électorales locales. Les gestions médiocres, faites de renoncements et d'incompétence, de quelques villes vite perdues (Toulon et Vitrolles par exemple) ont montré que ce parti tribunitien ne pouvait passer l'obstacle de la gouvernance.

Le cinquième enseignement est que Marine Le Pen et Nicolas Sarkozy se marchent dessus trop souvent. Surtout depuis que le président-candidat a énoncé les contours – très à droite – de son projet dans *Le Figaro Magazine*. Les deux candidats partagent un ensemble de positions (opposition au droit de vote des étrangers, à la légalisation de l'euthanasie, au mariage homosexuel) et de propositions (recours au référendum populaire). Surtout, leurs projets stigmatisent les «assistés» et les étrangers.

[Retrouvez l'intégralité des 20 fiches en téléchargement libre.](#)

Mediapart
13 février 2012

SUPPLÉMENT « RÉFLEXIONS SUR LE PROGRÈS »

LES DEUX HUMANISMES

PAR LE SOCIOLOGUE ET PHILOSOPHE EDGAR MORIN

Dans la civilisation occidentale, l'humanisme a pris deux visages antinomiques. Le premier est celui de la quasi-divinisation de l'humain, voué à la maîtrise de la nature. C'est en fait une religion de l'homme se substituant au dieu déchu. Il est l'expression des vertus d'*Homo sapiens/faber/œconomicus*. L'homme, dans ce sens, est mesure de toute chose, source de toute valeur, but de l'évolution. Il se pose comme sujet du monde et, comme celui-ci est pour lui un monde-objet constitué d'objets, il se veut souverain de l'univers, doté d'un droit illimité sur toute chose, dont le droit illimité à la manipulation. C'est dans le mythe de sa raison (*Homo sapiens*), dans les pouvoirs de sa technique et dans le monopole de la subjectivité qu'il fonde la légitimité absolue de son anthropocentrisme. C'est cette face de l'humanisme qui doit disparaître. Il faut cesser d'exalter l'image barbare, mutilante, imbécile, de l'homme autarcique surnaturel, centre du monde, but de l'évolution, maître de la Nature.

Une sève de fraternité

L'autre humanisme a été formulé par Montaigne en deux phrases : *Je reconnais en tout homme mon compatriote ; On appelle barbares les peuples d'autres civilisations*. Montaigne a pratiqué son humanisme dans la reconnaissance de la pleine humanité des indigènes d'Amérique cruellement conquis et asservis et dans la critique de leurs asservisseurs.

Cet humanisme s'est enrichi chez Montesquieu d'une composante éthique, dans le principe que, s'il faut décider entre sa patrie et l'humanité, il faut choisir l'humanité. Enfin, cet humanisme devient militant chez les philosophes du XVIII^e siècle et il trouve son expression universaliste dans la Déclaration des droits de l'homme

et du citoyen de 1789. Cet humanisme reconnaît dans son principe la pleine qualité humaine à chaque être de notre espèce ; il reconnaît dans tout être humain une identité commune au-delà des différences ; il sous-entend le principe défini par Emmanuel Kant : appliquer à autrui ce que nous souhaitons pour nous-mêmes. Il sous-entend le principe posé par Friedrich Hegel : tout être humain a besoin d'être reconnu dans sa pleine humanité par autrui. Il demande le respect pour ce qu'on appelle la « dignité » de chaque humain, c'est-à-dire de ne pas lui faire subir de traitement indigne. Cet humanisme sera plus tard nourri par une sève de fraternité et d'amour, vertu évangélique laïcisée.

Bien que concernant en principe tous les êtres humains, cet humanisme a été monopolisé par l'homme blanc, adulte, occidental. Ont été exclus primitifs, arriérés, infantiles, qui n'ont pas accédé à la dignité d'*Homo sapiens*. Ceux-là furent traités en objets et asservis, jusqu'à l'époque récente des décolonisations.

Des impératifs anthropo-éthiques

Nous n'avons pas besoin d'un nouvel humanisme, nous avons besoin d'un humanisme ressourcé et régénéré.

L'humanisme portait en lui l'idée de progrès et était portée par elle. Le progrès, depuis Condorcet, était considéré comme Loi à laquelle obéirait l'histoire humaine. Il semblait que raison, démocratie, progrès scientifique, progrès technique, progrès économique, progrès moral étaient inséparables. Cette croyance, née en Occident, s'y était maintenue et s'était même propagée dans le monde en dépit des terribles démentis apportés par les totalitarismes et les guerres mondiales du XX^e siècle. En 1960, l'Ouest promettait un futur harmonieux, l'Est un futur radieux. Ces deux futurs se sont effondrés peu avant la fin du XX^e siècle, remplacés par incertitudes et angoisses, et la foi en le progrès doit être non plus dans un futur de promesses, mais dans un futur de possibilités. Dans ce sens, l'humanisme régénéré se propose la poursuite de l'hominisation en humanisation en y introduisant les impératifs anthropo-éthiques. Let us make man (*Faisons l'homme*).

L'humanisme régénéré est essentiellement un humanisme planétaire. L'humanisme antérieur portait en lui un universalisme potentiel. Mais il n'y avait pas cette interdépendance concrète entre tous les humains, devenue communauté de destin, qu'a créée et qu'accroît sans cesse la mondialisation.

Comme l'humanité est désormais menacée de périls mortels (multiplication des armes nucléaires et des guerres civiles internationalisées, déchaînement de fanatismes, dégradation accélérée de la biosphère, crises et dérèglements d'une économie dominée par une spéculation financière incontrôlée), la vie de l'espèce humaine et, inséparablement, celle de la biosphère deviennent

une valeur primaire, un impératif prioritaire. Nous devons comprendre alors que si nous voulons que l'humanité puisse survivre, elle doit se métamorphoser. Karl Jaspers (1) l'avait dit peu après la seconde guerre mondiale : *Si l'humanité veut continuer à vivre, elle doit changer.*

Or, aujourd'hui, le problème primaire de la vie est devenu la priorité d'une nouvelle conscience, qui appelle une métamorphose. L'humanisme régénéré puise consciemment aux sources anthropologiques de l'éthique. Ces sources, présentes dans toute société humaine, sont la solidarité et la responsabilité. La solidarité à l'égard de sa communauté suscite la responsabilité, et la responsabilité suscite la solidarité. Ces sources demeurent présentes, mais en partie tariées et asséchées dans notre civilisation, sous l'effet de l'individualisme, de la domination du profit, de la bureaucratisation généralisée. L'humanisme doit montrer la nécessité de revitaliser solidarité et responsabilité pour la poursuite de l'humanisation en humanisation, c'est-à-dire pour tout progrès humain.

Mais alors que le couple solidarité-responsabilité demeure limité à des communautés restreintes ou closes (famille, patrie), déjà l'humanisme d'un Montaigne et d'un Montesquieu leur donnait un sens humain universel. Toutefois, cet universalisme n'a pu devenir concret qu'avec la communauté de destin planétaire. L'humanisme devenu planétaire demande donc que le couple solidarité-responsabilité, sans cesser de s'exercer dans les communautés existantes, soit amplifié à la communauté de destin planétaire.

Plus encore : l'humanisme doit prendre consciemment en charge la grande aspiration qui traverse toute l'histoire humaine, d'autant plus que les communautés tendent à étouffer les individus, que l'individualisme tend à désintégrer les communautés : épanouir sa personne au sein d'une communauté ; épanouir le Je dans l'épanouissement du Nous.

Enfin, la conscience planétaire arrive d'elle-même à l'idée de Terre-patrie, comme je l'ai écrit dans le livre du même nom (2) : *Nous voici, humains minuscules, sur la minuscule pellicule de vie entourant la minuscule planète perdue dans le gigantissime univers. Cette planète est pourtant un monde, le nôtre. Cette planète est en même temps notre maison et notre jardin. Nous découvrons les secrets de notre arbre généalogique et de notre carte d'identité terrienne, qui nous font reconnaître notre matrice terrestre au moment où les sociétés éparses sur le globe sont devenues interdépendantes et où se joue collectivement le destin de l'humanité. La prise de conscience de la communauté de destin terrestre doit être l'événement clé de notre siècle. Nous sommes solidaires dans et de cette planète. Nous sommes des êtres anthropo-bio-physiques, fils de cette planète. C'est notre Terre-patrie.*

L'accomplissement de l'humanité en Humanité, la nouvelle communauté englobante de la Terre-patrie, la métamorphose de l'humanité sont les faces de la nouvelle aventure humaine souhaitable et possible. Certes l'accumulation des périls, la course du vaisseau spatial Terre, dont les moteurs sont les développements incontrôlés de la science, de la technique, de l'économie, rendent l'issue improbable. Mais improbabilité n'est pas impossibilité. Certes, il semble impossible de changer de voie. Mais toutes les voies nouvelles qu'a connues l'histoire humaine ont été inattendues, filles de déviations qui ont pu s'enraciner, devenir tendances et forces historiques. Tant de transformations semblent nécessaires simultanément, tant de réformes économiques, sociales, personnelles, éthiques (3).

Mais un peu partout dans le monde apparaissent des myriades de germinations, ruissellent des myriades de petits courants qui, s'ils se joignent, formeront des ruisseaux qui pourraient confluer en rivières, lesquelles pourraient se réunir en un grand fleuve. Là est l'espoir, fragile mais espoir, et nous devons comprendre que le pari et l'espoir doivent prendre la place des certitudes.

Une symbiose plus intime

Notre devenir actuel porte en lui les germes de deux métamorphoses. La première, nous l'avons indiqué, actuellement improbable, déboucherait sur une société-monde devenant Terre-patrie. La seconde est celle du transhumanisme, qui se fonde sur des probabilités fortes, encore inconnues il y a vingt ans : la prolongation de la vie humaine sans vieillissement grâce aux cellules souches présentes dans l'organisme de chacun de nous ; le développement d'une symbiose de plus en plus intime entre l'homme, les produits de sa technique, notamment les machines informatiques ; la capacité de plus en plus grande des machines à acquérir des caractères humains, y compris peut-être la conscience. Tout cela ouvre un univers de science-fiction où effectivement se métamorphoserait la condition humaine en une surhumanité. Le transhumanisme a même pu se transformer en mythe dans la prédiction que l'homme allait acquérir l'immortalité (4).

Mais ces progrès scientifiques et techniques n'auront de caractère positif que s'ils coïncident avec un progrès humain à la fois intellectuel, éthique, politique, social. La métamorphose de la condition biologique et technique de l'homme, si elle n'est pas accompagnée du progrès humain, aggravera les problèmes, déjà graves. Croissance des inégalités entre riches et puissants, d'une part, pauvres et exclus, d'autre part, les premiers bénéficiant seuls de la prolongation de la vie. Problème de la reconnaissance des droits humains aux robots pensants dès lors que ceux-ci seraient dotés de conscience.

La possibilité de la métamorphose technoscientifique transhumaniste appelle nécessairement et instamment la métamorphose psychologique, culturelle et sociale qui naîtrait d'une voie nouvelle nourrie par un humanisme régénéré.

Je conclurai sur un dernier composant de la conscience humaniste telle qu'elle doit à mon avis être présente en chacun de nous. Être humaniste, ce n'est pas seulement penser que nous faisons partie de cette communauté de destin, que nous sommes tous humains tout en étant tous différents, ce n'est pas seulement vouloir échapper à la catastrophe et aspirer à un monde meilleur ; c'est aussi ressentir au plus profond de soi que chacun d'entre nous est un moment minuscule, une partie minuscule d'une extraordinaire aventure, une aventure incroyable qui, tout en continuant l'aventure de la vie, commence une aventure hominisante il y a sept millions d'années, avec une multiplicité d'espèces se croisant et se succédant jusqu'à l'arrivée de l'*Homo sapiens*. A l'époque de Cro-Magnon et de ses magnifiques peintures rupestres, celui-ci a déjà le cerveau d'Albert Einstein, de Leonard de Vinci, d'Adolf Hitler, de tous les grands artistes, philosophes et criminels, un cerveau en avance sur son esprit, un cerveau en avance sur ses besoins. Aujourd'hui encore notre cerveau possède sans doute des capacités que nous sommes encore incapables de reconnaître et d'utiliser.

« Je participe à cet infini »

Nous sommes dans une aventure incroyable, avec ses possibilités scientifiques à la fois les plus merveilleuses et les plus terrifiantes. L'humanisme, à mon sens, ne porte pas seulement en lui le sentiment de solidarité humaine, c'est aussi le sentiment d'être à l'intérieur d'une aventure inconnue et incroyable, et de vouloir qu'elle continue vers une métamorphose, d'où naîtrait un devenir nouveau.

Je suis individu, sujet, c'est-à-dire presque tout pour moi et presque rien pour l'univers, fragment infime et infirme de l'anthroposphère et de la noosphère, auxquelles je participe, et quelque chose de fort comme un instinct unit ce qu'il y a de plus intime dans ma subjectivité à cette anthroposphère et à cette noosphère, c'est-à-dire au destin de l'humanité. Je participe à cet infini, à cet inachèvement, à cette réalité si fortement tissée de rêve, à cet être de douleur, de joie et d'incertitude qui est en nous comme nous sommes en lui...

Au sein de cette aventure inconnue, je fais partie d'un grand être avec les sept milliards d'autres humains, comme une cellule fait partie d'un corps parmi des centaines de milliards de cellules, mille fois plus de cellules chez un humain que d'êtres humains sur Terre.

Je fais partie de cette aventure inouïe, insérée au sein de l'aventure elle-même stupéfiante de l'univers. Elle porte

en elle son ignorance, son inconnu, son mystère, sa folie dans sa raison, son inconscience dans sa conscience, et je porte en moi l'ignorance, l'inconnu, le mystère, la folie, la raison de l'aventure.

L'aventure est plus que jamais incertaine, plus que jamais terrifiante, plus que jamais exaltante. *Caminante, no hay camino, se hace camino al andar* (5) : Marcheur, il n'y a pas de chemin, le chemin se fait en marchant.

Edgar Morin

Paru dans Le Monde diplomatique
Supplément «Réflexions sur le progrès»
Octobre 2015

(1) Philosophe allemand (1883-1969).

(2) Terre-patrie, Points, coll. « Essais », Paris, 2010.

(3) Edgar Morin, La Voie, Fayard, Paris, 2011.

(4) Lire Philippe Rivière, « Nous serons tous immortels... en 2100 », Le Monde diplomatique, décembre 2009.

(5) Extrait du poème *Caminante, no hay camino*, d'Antonio Machado.

REDÉFINIR LE DROIT DES HOMMES, DES CITOYENS ET DE LA SOCIÉTÉ

**EXTRAIT DE «CECI N'EST PAS UNE CRISE»,
OUVRAGE COLLECTIF DE LA FONDATION**

Assurément, l'humanité a changé plusieurs fois de voies au cours de sa longue histoire.

La mutation historique que nous vivons en direct porte en elle autant de menaces que de promesses.

Ce n'est pas le pessimisme lié à la fin du monde qui doit nous guider, mais bien la détermination liée à la fin d'un monde et à l'avènement d'un autre qu'il nous appartient de bâtir.

Nous vivons une mutation sociétale prodigieuse : la désinstitutionnalisation (les institutions ne sont plus perçues comme légitimes, or elles prescrivaient des visions du monde, des valeurs, des identités... et en cela elles constituaient un ciment, une intégration) conduit les individus à ressentir un vide, une insécurité identitaire qui, elle-même, pousse à des replis religieux, ethniques ou ethno-régionalistes.

Autrement dit, on assiste à un retour du communautarisme (la référence à l'essentialisme, à la pureté, au sang) par opposition à des sociétés (l'adhésion à un contrat social).

Cette société fragmentée érige les différences en identités.

Face à la société éclatée, aux normes refusées, aux institutions décriées, à une intégration en panne dans un climat sociétal effrité, l'homme veut être sujet de son histoire et avoir la capacité d'agir sur lui-même.

Il a besoin, d'une part, pour être avec lui-même, de structurer son identité ; et, d'autre part, pour être avec les autres, d'aider ceux qui n'ont pas cette capacité à imaginer et à construire leur propre vie, en les amenant à prendre conscience des fatalités sociales qui les bloquent.

C'est donc autour d'une nouvelle définition du droit des hommes, des citoyens et de la société qu'il faut se redéfinir tous ensemble.



CONFÉRENCE «OSER LA JEUNESSE»

EXTRAITS CHOISIS

Le 25 novembre dernier, la Fondation organisait une rencontre entre Lilian Thuram et Vincent Cespedes.

Un débat animé par Walid, qui a permis à plus de 300 jeunes d'entendre et de débattre avec les orateurs autour des thèmes de la jeunesse, de l'école et du vivre-ensemble.

Une société qui s'obstine à exclure sa jeunesse pour ne jamais devoir se remettre en cause, est grièvement malade.

Vincent Cespedes

Qu'est ce que la diversité ? On vit évidemment dedans, chacun de nous est unique !

Lilian Thuram

Le véritable ennemi public n°1 : c'est l'ignorance.

Lilian Thuram

L'extrême-droite, les marchands et les sectes religieuses sont les seuls qui disent aux jeunes «J'ai besoin de toi».

Vincent Cespedes

Il faut résister, avec nos larmes, avec amour ; et utiliser les réseaux sociaux pour unifier nos révoltes.

Vincent Cespedes

Nous sommes des alternatives au décrochage scolaire ; il faut développer le soutien aux acteurs sociaux.

Mehdi Osmani, animateur à la Maison des jeunes de St-Servais, Réseau Solidarité

Il faut qu'on trouve le vivre-ensemble passionnant, héroïque, brûlant ; c'est un combat à mener !

Vincent Cespedes

La créativité, l'originalité, c'est le moteur de la jeunesse et c'est ce qui la sauvera toujours.

Walid

Propos recueillis à Namur,
le 25 novembre 2015

Pour aller plus loin :

[Résumé complet de cette conférence](#)

<http://www.thuram.org/>



QUELQUES CHIFFRES SUR LA JEUNESSE

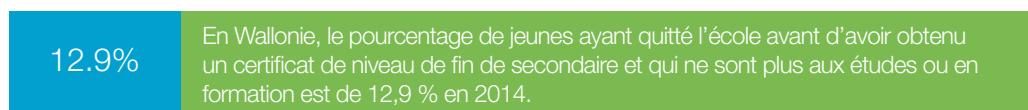
QU'EN EST-IL DE LA JEUNESSE AUJOURD'HUI ?

L'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique s'est penché sur la jeunesse dans ses rapports avec la formation et le monde du travail.

Les chiffres ci-dessous démontrent, s'il le fallait encore, l'urgence à agir sur l'éducation, l'information et l'implication de nos jeunes dans la société!

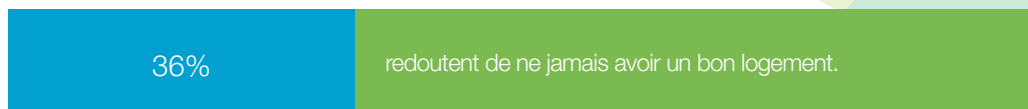
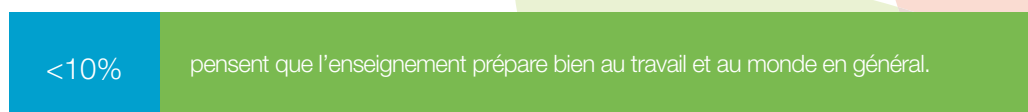
CHIFFRES IWEPS

Wallonie - 18-24 ans - 2014



CHIFFRES THERMOMÈTRE SOLIDARIS N°6

Belgique francophone - 18-30 ans - Janvier 2015



POUR ALLER PLUS LOIN :

[Les fiches Iweps «La Wallonie dans la stratégie Europe 2020»](#)

[Rapport complet du Thermomètre Solidarité n°6](#)



SUR LA FONDATION ET SON PREMIER LIVRE

PAR PHILIPPE LALLEMAND

Le nom de la Fondation (et du premier livre) provient de l'esprit créatif et moqueur de Pierre Kroll*. Le trait d'humour se veut interpellant.

Partout où il pose le regard, quels que soient ses centres d'intérêt, le citoyen perçoit qu'un nouveau monde se construit. La présence du numérique dans les actes de la vie quotidienne, plus encore dans la vie professionnelle, n'est pas sans rappeler le choc sociétal que fut la révolte des canuts à Lyon face à la montée de la mécanisation. Son utilisation provoque déjà bien des bouleversements dans les rapports sociaux entre employeurs et travailleurs (home working à titre d'exemple, mais aussi flexitime). Et que dire du phénomène "d'ubérisation" de l'économie et de l'émergence de nouveaux centres de richesse et de collecte des données que sont les "GAFA" (Google, Apple, Facebook, Amazon) ?

Les mutations génétiques ont quitté depuis longtemps les laboratoires et trouvent une place dans l'industrie et la marchandisation en posant régulièrement des questions éthiques. Les modèles familiaux n'ont plus rien de commun avec ceux de la génération précédente et, au-delà du respect des choix de vie des uns et des autres, on assiste aujourd'hui à la recomposition d'un autre cadre de vie. Sur le plan géostratégique, l'immensité du flux de transferts de populations d'un coin à l'autre du monde, sous nos yeux, laisse augurer des modifications sociologiques majeures au sein des pays d'accueil, etc.

Le mot "crise" est sur toutes les lèvres, dans tous les médias et décliné sous tous les thèmes. Qu'il s'agisse de finance, du rôle de l'État et des corps constitués, de confiance ou de solidarité inter-générationnelles, diverses crispations surviennent dans les processus habituellement connus et reconnus.

Même si le propos peut surprendre, notre conviction est qu'il n'y a et n'y aura pas de "crise" au sens strict, car nous sommes confrontés aujourd'hui à des phénomènes profonds et permanents : nous ne reviendrons pas à la situation antérieure. Il nous appartient donc de "vivre avec" en trouvant de nouveaux équilibres et un nouvel aggiornamento.

La fondation "Ceci n'est pas une crise", dans toute sa diversité linguistique, politique et philosophique, veut



Philippe Lallemand

*Administrateur de Ceci n'est pas une crise,
Membre du Comité de direction d'Ethias.*

être un "lanceur d'alerte". Aucunement inféodée, elle est l'occasion pour tous ceux qui s'y sont engagés librement d'oser faire part de leurs interrogations et de proposer des pistes de réflexion à la disposition de tous ceux qui voudront les relayer et les concrétiser.

Ce premier ouvrage sera bientôt suivi d'une grande enquête sur le "vivre ensemble" et, in fine, sur la création d'une agence de notation pour mesurer les attentes de la population belge. Notre souhait est de provoquer un débat, une réflexion partagée par le biais de conférences diverses, y compris au sein des universités.

La montée des populismes surfant sur ces mutations est une réalité. Ce phénomène n'est plus accidentel ni ponctuel ; il rassemble aujourd'hui dans l'Europe entière des adhérents toujours plus nombreux. Face à ce constat, les membres de la Fondation ont estimé essentiel et urgent de poser un acte pour créer, en dehors de leurs activités professionnelles respectives, un mouvement luttant contre cette mouvance politique. À l'instar d'Ilya Prigine, notre dernier prix Nobel de chimie, nous pensons que "Nous sommes à un tournant. Ce n'est pas la fin du monde. C'est la fin d'un monde. Et il y a plein d'opportunités".

Notre espoir le plus grand, au-delà du partage des idées issues de nos débats, est de trouver l'énergie et le ressort nécessaire pour oser rêver d'un autre monde. La volonté, l'appréhension des diverses peurs, la force de conviction d'une société mieux équilibrée doivent nous permettre d'espérer un monde meilleur.

Philippe Lallemand

Le 15e jour du mois, Mensuel de l'ULG
Novembre 2015

AGENDA

Vendredi 19 Février 2016, à 19h

Conférence de Frédéric Lenoir

Foire du Livre de Bruxelles

www.cecinestpasunecrise.org

Mardi 16 février 2016, à 18 h

Conférence «Ceci n'est pas une Crise»

En présence de Jean-Pascal Labille

UAE, Charleroi Centre

<http://uaecharleroicentre.be/>

Vendredi 13 mai 2016, à 18h30

Conférence «Ceci n'est pas une crise»

En présence de Jean-Pascal Labille

Université de Houte-Si-Plou

<http://www.houtesiplou.be/>

Automne 2016

Exposition «Être humain»

Cité Miroir, Liège

<http://www.thuram.org/site/actualites-projets/projets/>

A venir

Plusieurs activités s'ajouteront prochainement, consultez notre site régulièrement :

www.cecinestpasunecrise.org



NOS ADMINISTRATEURS

Qui sont les personnes qui font vivre la Fondation « Ceci n'est pas une crise » ?

Philippe Busquin



Philippe Busquin a occupé plusieurs postes de ministre (ministre de l'Intérieur, ministre de l'Éducation et ministre des Affaires sociales), avant de devenir commissaire européen à la Recherche au sein de la Commission Prodi. Par ailleurs, il a également été membre du Parlement européen (Parti socialiste belge). Philippe Busquin a consacré beaucoup de temps et d'efforts à améliorer la coopération entre la recherche et l'industrie et est Docteur honoris causa de nombreuses universités.

Grégor Chapelle



Grégor Chapelle a été actif dans la politique et des projets de la société civile depuis le début de sa carrière. Il est actuellement Directeur général d'Actiris, l'Office Régional Bruxellois de l'Emploi. Diplômé de Harvard, il a travaillé des nombreuses années pour des sociétés de conseils renommées au niveau international et a été actif dans la politique régionale et nationale belge. Il est le cofondateur de Oxyjeunes / Hydrojeunes, une organisation d'aide aux jeunes en difficulté, et du Cabinet d'Avocats du Quartier des Libertés, qui se bat pour le droit universel d'accès à la justice.

Bruno Colmant



Membre de l'Académie royale de Belgique et Docteur en économie appliquée, Bruno Colmant enseigne l'économie dans différentes universités (ULB, UCL et Vlerick Business School). Il a occupé des fonctions dirigeantes dans le secteur financier dont la présidence de la Bourse de Bruxelles. Sa passion est le décodage de l'économie qu'il formule sous formes d'articles, d'ouvrages et de conférences.

Eric de Beukaeler



Scolarisé au pays de Galles dans un United World College (collèges internationaux créés pour encourager la compréhension entre les peuples), il y a été éduqué à la fécondité du dialogue avec celles et ceux qui ne partagent pas ses convictions. Pensant à une carrière internationale en économie politique, il fait une licence en droit avec un complément en économie, mais – suite à un cheminement spirituel – ressent un appel intérieur à devenir prêtre. Il a publié plusieurs ouvrages, tient un blog et est chroniqueur dans différents médias. Jusque juillet 2010, il fut le porte parole des évêques de Belgique. Aujourd'hui, il est curé-doyen du centre de Liège.

Eric Domb



Eric Domb est le fondateur et président de Pairi Daiza, un zoo, jardin botanique et parc à thème belge, qui vise également à protéger les espèces menacées. Après des études en droit et commerce et une carrière dans le monde de l'entreprise, il a lancé le projet Pairi Daiza en 1992. En surmontant les difficultés des premières années, il a réussi à construire une destination touristique très populaire. Eric Domb a également été président de l'Union wallonne des entreprises et a reçu le titre Manager de l'Année 2007.

Monica Frassoni



Monica Frassoni est coprésidente du Parti vert européen depuis 2009 ; en 1999, elle a été la première non-Belge élue au Parlement européen, sur les listes d'Ecolo. Elle a coprésidé le groupe des Verts au Parlement européen avec Daniel Cohn-Bendit de 2002 à 2009. Elle est également un des fondateurs et présidente de The European Centre for Electoral Support (ECES) qui soutient le développement démocratique durable par l'appui aux processus électoraux et de

European alliance to Save Energy (EUASE), une alliance d'entreprises, ONG et députés qui travaille pour affirmer l'importance de l'efficacité énergétique en Europe. Elle se consacre notamment aux thèmes de la démocratie européenne et de la transition écologique.

Jan Goossens



Jan Goossens est entré au Théâtre royal flamand, le KVS, en 1999, au départ en tant que dramaturge avant d'en prendre la direction artistique en 2001. Il s'est investi durant les quinze années passées au KVS à transformer ce lieu en un théâtre de ville bruxellois, multidisciplinaire et multilingue. Il a été également vice-président du réseau de théâtre européen IETM et initiateur de Shared Spaces où des opérateurs culturels des quatre continents se renforcent mutuellement dans de nombreux domaines. Dès 2016, il prendra la direction artistique du Festival de Marseille qu'il combinera avec celle du KVS pour une dernière saison. Il assurera, dès 2017, la direction générale et artistique du Festival de Marseille.

Pierre Kroll



D'abord architecte et licencié en sciences de l'environnement, Pierre Kroll est l'un des caricaturistes politiques belges les plus importants. Il est le dessinateur attitré du quotidien belge *Le Soir* et des hebdomadaires *Ciné-Télé-Revue* et *Téléoustique*.

Ses oeuvres ont été présentées dans de nombreuses autres publications et au sein d'institutions comme le Parlement européen. Pierre Kroll dessine en direct chaque semaine en télévision pendant le débat politique *Mise au Point*. Il a remporté plusieurs prix tels que *L'humour Vache* et *Press Cartoon of Belgium*. Il est membre de « *Cartooning for Peace* », un projet initié par Jean Plantu et l'ONU qui rassemble des caricaturistes politiques pour « désapprendre l'intolérance », et Docteur Honoris Causa de l'Université de Liège.

Jean-Pascal Labille



Après une activité de réviseur d'entreprises, Jean-Pascal Labille est devenu le secrétaire général des Mutualités socialistes/Solidaris de la province de Liège, puis de l'Union nationale des mutualités socialistes. Il a fortement dynamisé cette mu-

tualité qui est la plus importante de Wallonie et qui regroupe des dizaines d'organisations de la société civile. De janvier 2013 à octobre 2014, il a été ministre fédéral des Entreprises publiques, de la Coopération au développement et des Grandes Villes. Il a, par ailleurs, été

professeur invité à l'école de gestion HEC de l'université de Liège pendant plusieurs années. Il est, en outre, le président du Conseil d'administration de la Société régionale d'investissement de Wallonie (SRIW).

Philippe Lallemand



Philippe Lallemand est membre du Comité de direction en charge des collectivités et entreprises, président du Comité d'éthique et membre du Conseil d'administration d'Ethias. Licencié en droit, il a commencé sa carrière au ministère des Finances et est passé rapidement au parlement fédéral. Après avoir conseillé Philippe Busquin dans les domaines économiques, budgétaires et financiers puis dirigé l'Institut Emile Vandervelde (IEV), il a rejoint Ethias en 1999.

Philippe Maystadt



Plusieurs fois Ministre et Vice-Premier Ministre, Philippe Maystadt est resté dix ans à la tête du Ministère des Finances de 1988 à 1998. Il a présidé le Conseil Ecofin, le Comité intérimaire du Fonds monétaire international et le Conseil des gouverneurs de la BERD. Pendant douze ans, de 2000 à 2011, il a dirigé la Banque européenne d'investissement. Depuis 2012, il est professeur aux universités de Louvain-la-Neuve et de Luxembourg. Il a aussi succédé à Peter Sutherland à la présidence de « l'European Policy Center ». En 2013, il a été nommé Conseiller spécial auprès de la Commission européenne.

Louis Michel



Professeur en langue germanique, Louis Michel enseigne la littérature néerlandaise, anglaise et allemande à l'école normale de Jodoigne. Interpellé par la politique nationale, il sera président des Jeunes libéraux à Nivelles pendant dix ans, président du Parti réformateur libéral (PRL) et bourgmestre de Jodoigne. Il a également occupé les fonctions de vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et ministre des Réformes institutionnelles de 1999 à 2004. Il a ensuite été commissaire au Développement et à l'Aide humanitaire jusqu'en 2009, période pendant laquelle il n'a cessé d'oeuvrer pour mettre en place une relation d'égal à égal entre les pays en développement et l'Europe. Depuis 2009, Louis Michel est membre du Parlement européen, actif au sein de la Commission LIBE et coprésident de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE. Ministre d'État, il est titulaire de nombreuses distinctions honorifiques.

Marielle Papy



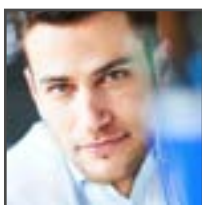
Marielle Papy est licenciée en sciences politiques et relations internationales de l'ULB. Après dix ans passés à l'Agence wallonne à l'exportation (AWEX) où elle s'occupa notamment de la gestion des différentes représentations économiques et commerciales dans le monde, elle devient attachée parlementaire. En 2005, elle est désignée comme directrice de cabinet à Seraing. Elle rejoint ensuite Jean-Pascal Labille en qualité de secrétaire politique pendant son mandat ministériel puis, en 2014, intègre l'Union nationale des mutualités socialistes (UNMS). En septembre de la même année, elle devient l'administrateur délégué de la fondation Ceci n'est pas une crise.

Benoît Scheuer



Après plusieurs années de travail comme enseignant et chercheur dans plusieurs universités, le sociologue Benoît Scheuer fonde, en 1986, le centre de recherche en sociologie « Survey & Action » qu'il dirige toujours actuellement. Cet institut de recherche est spécialisé dans les analyses sociétales. En 1999, avec plusieurs professeurs d'universités, des écrivains et des responsables de grandes ONG, il a également fondé l'institut Prévention génocides, actuellement Verbatims, dont il assume toujours la direction. Cette organisation s'occupe principalement de prévention des génocides et des épurations identitaires notamment par la formation à la gestion des risques de conflits identitaires et à la construction d'identités ouvertes. Dans ce cadre, en 2001, il a réalisé et produit un film documentaire, Côte d'Ivoire, poudre identitaire, qui a joué un rôle dans la dynamique de la société ivoirienne. Et, depuis, des milliers d'opinion makers sont formés dans l'est du Congo et en Côte d'Ivoire. Son engagement tente d'être fidèle à une parole de Pierre Bourdieu : « la sociologie est un sport de combat ».

Dan Sobovitz



Dan Sobovitz est politologue et spécialiste de communication des affaires publiques en Europe et au Moyen-Orient. Ayant grandi dans une colonie de Cisjordanie (qu'il a quitté pour des raisons idéologiques), Dan Sobovitz s'est impliqué dans de nombreuses initiatives de la société civile pour la paix et le dialogue intercommunautaire à travers le monde. Il a obtenu des diplômes de Columbia University (NY), Sciences Po Paris, Hertie School (Berlin), et Tel Aviv University. Ces dernières années, il consacre son temps aux campagnes de communication publique des

institutions européennes. Il est citoyen d'Israël, de Hongrie et de Suisse, et réside actuellement en Belgique.

Hilde Vernailen



Hilde Vernailen est administratrice et présidente du Comité de direction du groupe P&V Assurances depuis 2011. Avant d'entrer au groupe P&V en 2002, elle a exercé différentes fonctions à la banque d'épargne Codep puis à la banque Nagelmac-kers. Hilde Vernailen siège dans d'autres conseils d'administration en tant que présidente, vice-présidente ou membre. Au niveau international, elle est, entre autres, administratrice et membre du Comité exécutif de la Fédération internationale d'assureurs mutuels et coopératifs (ICMIF) et présidente de l'Association des assureurs mutuels et coopératifs en Europe (AMICE). Au niveau belge, Hilde Vernailen est également présidente du Conseil d'administration de Multipharma, Multipharma Group & iU, présidente de la Fédération belge des coopératives (Febecoop), administratrice de différentes entités de Partena-HDP, administratrice et membre du Comité exécutif d'Assuralia et présidente du Théâtre royal flamand de Bruxelles (KVS).

Eric Winnen



Eric Winnen est un expert en communication et actuellement Directeur général de Dialectiq, une agence de communication axée sur le monde économique. Il est également l'animateur d'une série d'émissions sur Canal Z qui abordent des sujets tels que le développement durable, la mobilité, la compétitivité et la gestion de l'information. Après sa nomination en tant que porte-parole du Ministère des petites et moyennes entreprises du Gouvernement fédéral Belge, il a également travaillé dans plusieurs établissements d'enseignement supérieur.

CECI N'EST PAS UNE CRISE

Fondation d'utilité publique

Rue Royale 151
1000 Bruxelles, Belgium

E : info@cnepuc.org

W : www.cecinestpasunecrise.org

F : www.facebook.com/cecinestpasunecrise

Editeurs :

Jean-Pascal Labille, Président

Marielle Papy, Administratrice déléguée



FONDATION
CECIN'ESTPASUNE CRISE